

À l'aube du chaos : l'année 1917 dans les pays baltes

Maurice Carrez



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/576>

DOI : 10.4000/allemande.576

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 29 décembre 2017

Pagination : 347-368

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Maurice Carrez, « À l'aube du chaos : l'année 1917 dans les pays baltes », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 49-2 | 2017, mis en ligne le 29 décembre 2018, consulté le 19 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/576> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.576>

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande

À l'aube du chaos: l'année 1917 dans les pays baltes

■ Maurice Carrez*

Introduction

En 1917, la zone géographique que nous appelons aujourd'hui « pays baltes » et qui comprend pour l'essentiel les territoires où dominent les langues estonienne, lettone et lituanienne est soumise à des restructurations politico-administratives assez complexes. À la veille de la Révolution russe dite de Février, la partie méridionale (l'actuelle Lituanie et le sud de l'actuelle Lettonie, appelé alors Courlande) est occupée par les troupes allemandes et la partie septentrionale est encore constituée des gouvernorats russes d'Estonie, de Livonie et de Vitebsk (auquel est rattachée la Latgalie). En fin de période, la *Reichswehr* s'est avancée jusqu'à une soixantaine de kilomètres au nord de Riga, les bolcheviks lettons dominent la Latgalie et ce qui leur reste de la Livonie méridionale, tandis que nationalistes et bolcheviks autochtones se disputent l'hégémonie sur la nouvelle entité administrative appelée Estonie regroupant l'ensemble des populations parlant estonien (Livonie du Nord et ancien gouvernorat d'Estonie). Ces changements résultent à la fois des luttes politiques en Russie, des offensives militaires menées par l'état-major allemand (OHL)⁽¹⁾ et des affrontements entre les partis politiques autochtones soutenant une ligne nationaliste et ceux qui préconisent une ligne révolutionnaire impliquant une unité d'action avec les bolcheviks russes et leurs alliés SR de gauche ou anarchistes.

Le problème posé aux historiens par ces évolutions n'est pas tant factuel qu'interprétatif. Quelle importance accorder aux différents facteurs explicatifs exposés précédemment? Quelle part donner en outre à ce qui ressort du général (la situation militaire et diplomatique, la concurrence entre grandes puissances, les évolutions globales au sein de l'empire russe, etc.) ou du particulier (les luttes au sein des différentes nationalités, leurs aspirations à une large autonomie ou à l'indépendance, les nuances dans la

* Professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de l'Université de Strasbourg, UMR 7367 Dynamiques européennes.

1 Sigle pour *Oberste Heeresleitung*.

politique d'occupation, etc.)? Comment éviter surtout le piège téléologique consistant à interpréter les événements de 1917 au prisme de ceux de 1918 à 1920, voire au-delà?

Cet article s'efforcera de présenter une lecture dépassionnée de cette année cruciale en mettant l'accent sur ce qui la rend différente des autres. Il tentera de montrer notamment que les rapports de force ne sont pas les mêmes qu'au moment des luttes sanglantes de la fin 1918 et du début 1919, fait qui a son importance pour bien comprendre les enjeux mémoriels et politiques qui ont suivi.

La situation complexe de la zone occupée par l'Allemagne (janvier-août 1917)

Dans la zone administrée par l'*Ober Ost*⁽²⁾, les autorités militaires allemandes, les nationalistes lituaniens et polonais⁽³⁾ essaient de consolider leurs positions. Cette rivalité est plus ou moins arbitrée par le gouvernement de Berlin qui, depuis la *Friedenserklärung* du *Reichstag* le 19 juillet 1917⁽⁴⁾, doit tenir compte du fossé croissant entre les aspirations de la population et les rêves de conquête du haut commandement. Néanmoins, la prise de Riga début septembre et celle des îles estoniennes en octobre, puis l'avancée progressive des troupes allemandes vers le nord conforte la position de l'OHL (état-major) qui souhaite construire un *Baltikum*⁽⁵⁾ avec l'aide des élites germano-baltes, dont certains groupes sont très actifs à Berlin ou Stockholm et sont en relation avec le professeur Theodor Schiemann, familier de Guillaume II et chantre de la colonisation à l'Est⁽⁶⁾.

Au début de 1917, le front germano-russe court le long d'une ligne qui commence sur la côte baltique à hauteur de Riga, suit la Daugava jusqu'à Daugavpils (*Dünaburg*) puis s'incurve plein sud vers Baranavitchy dans l'actuelle Biélorussie. Les forces allemandes n'ont pas encore les moyens d'y lancer une offensive majeure, malgré les demandes répétées de Hindenburg et Ludendorff pour recevoir des renforts dans cette zone. L'état-major russe (*Stavka*) a su au demeurant choisir une ligne de défense plus facile à tenir que le saillant polonais⁽⁷⁾. Les deux armées ont creusé, comme ailleurs, des

2 Il s'agit de l'abréviation du titre allemand d'*Oberbefehlshaber der gesamten deutschen Streitkräfte im Osten* (Commandant suprême de toutes les forces militaires allemandes à l'Est). Son titulaire est d'abord le futur maréchal Hindenburg, qui délègue cette responsabilité à Ludendorff. Mais après l'accession des deux hommes à la tête de l'*Oberste Heeresleitung* (OHL) en décembre 1916, le titre échoit au prince Léopold de Bavière. En pratique, le terme désigne l'administration militaire qui dépend du Commandant suprême et exploite les territoires conquis dans la région comprise entre Bialystok et Grodno au Sud, la Daugava et les côtes de Courlande au Nord.

3 Sigmar STOPINSKI, *Das Baltikum im Patt der Mächte*, Berlin, Arno Spitz, 1997, chap. 2.4 « Politik gegenüber Litauen », p. 83-102.

4 Votée par 212 députés du SPD et du *Zentrum*, cette motion défend une paix sans annexions; elle est donc incompatible avec les plans de Ludendorff qui estime que l'Allemagne doit profiter de son avantage pour consolider ses frontières à l'Est.

5 Ce vocable, utilisé surtout depuis la fin du XIX^e siècle, désigne les territoires formés par les actuels États letton et estonien. Les ultranationalistes allemands souhaitent alors les transformer en un État vassal du *Reich*.

6 Arved Freiherr von TAUBE, « Die baltisch-deutsche Führungsschicht und die Loslösung Livlands und Estlands von Russland 1916-1918 », in: Jürgen von HEHN, Hans von RIMSCHA, Hellmuth WEISS (dir.), *Von den baltischen Provinzen zu den baltischen Staaten. Beiträge zur Entstehungsgeschichte der Republiken Estland und Lettland 1917-1918*, Marbourg/Lahn, J.G. Herder-Institut, 1971, p. 97-217.

7 Norman STONE, *The Eastern Front 1914-1917*, Londres, Penguin's books, 1998 (2^e éd.), chap. 8.

réseaux de tranchées, mais ils sont peu structurés et assez volatiles. Les combats sont meurtriers⁽⁸⁾ et démoralisent les soldats, soumis à un climat humide et froid. La combativité est donc en baisse avec une hausse des désertions côté russe⁽⁹⁾. Le danger d'une percée allemande au-delà de la Daugava (Düna) a motivé la décision du gouvernement tsariste, le 1^{er} août 1915, d'accorder aux Lettons le droit de constituer des régiments de volontaires⁽¹⁰⁾; ces troupes très motivées résistent avec acharnement aux attaques allemandes⁽¹¹⁾. À l'inverse, la XII^e Armée russe est souvent peu fiable; ses éléments se livrent à l'occasion au pillage dans la zone de front et à l'arrière; au printemps 1917, il devient donc urgent, aux yeux du Gouvernement provisoire, de la remobiliser⁽¹²⁾.

La chance des Russes et des Lettons réside dans le fait que les Allemands n'ont pas non plus un moral éclatant car la guerre épuisante qu'ils mènent depuis seize mois dans la zone est peu motivante. Par ailleurs, l'OHL reste très attachée à l'exploitation des territoires conquis en 1915⁽¹³⁾. Or, celle-ci exige de gros effectifs pour lutter contre d'éventuelles rébellions et surveiller les opérations. En effet, les militaires organisent les territoires de l'*Ober Ost* à leur profit exclusif. Ce fait est dénoncé dès l'origine par les nationalistes lituaniens⁽¹⁴⁾ et a été confirmé depuis par maints travaux⁽¹⁵⁾. En témoignent d'abord les réorganisations administratives internes perpétuelles⁽¹⁶⁾ qui ne s'achèvent qu'avec la création de deux États soi-disant indépendants, mais de fait sous contrôle étroit des Allemands : le Royaume de Lituanie (11 décembre 1917) et le Duché de Courlande et de Sémigalie (proclamé le 8 mars 1918 par un *Landesrat* à dominante germano-balte et reconnu par le seul Guillaume II). En témoigne aussi l'ordonnance militaire du 7 juin 1916 accordant à l'*Ober Ost* de très larges pouvoirs et renforçant le pillage économique; il y est précisé de manière explicite que «les intérêts de l'armée

-
- 8 À l'instar de la bataille du lac Narotch en mars 1916 aux confins de la Biélorussie, de la Lituanie et de la Lettonie actuelles.
- 9 Alexandre SUMPFF, *La Grande Guerre oubliée. Russie 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014, p. 98-102.
- 10 Uldis ĢĒRMANIS, *Oberst Vacietis und die lettischen Schützen im Weltkrieg und in der Oktoberrevolution*, Stockholm, Acta Baltica, Almqvist & Wiksell, 1974.
- 11 M. PENIKIS, *Pasaules kārš 1914, 1915 un latviešu strēlnieku bataljonu-pulku cīnas (La guerre mondiale dans les années 1914, 1915 et 1916 et les combats des régiments de protection lettons)*, Riga, 1939, p. 782-911.
- 12 Pierre PASCAL, *Mon journal de Russie 1916-1918*, Paris, L'Âge d'Homme, rééd. 1990, vol. 1, p. 134-135; Allan K. WILDMAN, *The End of the Russian Imperial Army: the Old Army and the Soldier's Revolt (march-April 1917)*, Princeton University Press, 1980.
- 13 Erich LUDENDORFF, *Meine Kriegserinnerungen 1914-1918 mit zahlreichen Skizzen und Plänen*, Berlin, Ernst Siegfried Mittler und Sohn, 1919, p. 133-179.
- 14 Petras KLIMAS, *Der Werdegang des litauischen Staat von 1915 bis zur Bildung der provisorischen Regierung im November 1918*, Berlin, Paß und Garleb, 1919; C. RIVAS, *La Lituanie sous le joug allemand 1915-1918. Le plan annexionniste allemand en Lituanie*, Lausanne, Librairie centrale des Nationalités, 1918; Gerd LINDE, *Die deutsche Politik in Litauen im Ersten Weltkrieg*, Wiesbaden, Harrassowitz, chap. III.
- 15 Robert Lewis KOEHL, «A Prelude to Hitler's Greater Germany», *The American Historical Review*, 59/1 (octobre 1953), p. 43-65; Vejas Gabriel LIULEVICIUS, *War Land on the Eastern Front: Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000; A. SUMPFF, *La Grande Guerre oubliée* (note 9), p. 199-207.
- 16 On passe de six *Bezirke* à l'automne 1915 à quatre fin 1916, puis trois en mars 1917. Ces entités sont elles-mêmes divisées en *Kreise* (57, début 1917) dont les contours évoluent au gré des désirs allemands.

passent avant les intérêts locaux»⁽¹⁷⁾. Tous les surplus agricoles sont destinés à l'occupant ; les forêts du bassin du Niémen (Memel) sont soumises à de terribles coupes ; si routes et voies de chemin de fer sont remises sur pied et de nouvelles construites, par exemple la voie de Taugoggen (Taraugé) à Mitau (Jelgava), c'est dans le but unique d'accélérer les communications avec le front ; une monnaie spéciale est créée pour le seul profit de l'armée tandis que les avoirs des sociétés d'épargne et de crédit sont transférés à la *Deutsche Bank* ; les usines enfin, dont beaucoup sont des créations de circonstance, travaillent pour la réparation et la fabrication de matériels de guerre. On peut donc tenir pour pure propagande ce qu'écrivait la *Kölnische Zeitung* fin 1915 :

« Le but que voulaient atteindre les militaires par une administration très ramifiée peut se résumer ainsi : le rétablissement et le maintien des conditions politiques et économiques organisées dans les territoires occupés. Cette administration doit servir l'armée et la patrie en même temps que les habitants du pays »⁽¹⁸⁾.

De fait, les populations, diminuées des deux tiers par rapport au recensement de 1897⁽¹⁹⁾ et déjà traumatisées par la tactique de la terre brûlée et les déportations massives vers l'arrière ordonnées durant l'été 1915 par le général Yanouchkevitch, commandant du front russe du Nord-Ouest, ont un sort peu enviable. Elles subissent des réquisitions incessantes et doivent vendre leurs produits à des prix très inférieurs au marché. Elles ne peuvent se déplacer qu'à l'intérieur de leur *Kreis*, ce qui ruine le commerce autochtone. Elles ne sont pas du tout associées à la gestion administrative, même locale. Quant à l'usage du russe et du lituanien, il est interdit dans les administrations et les écoles, où seuls l'allemand et le polonais sont autorisés jusqu'en 1917 ; ceci aggrave au demeurant les divisions entre les différentes ethnies : les nationalistes polonais et lituaniens se posent en victimes, tout en accusant les germanophones et les juifs d'être au service de l'occupant. En Courlande, la noblesse germano-balte prend sa revanche sur les vexations du début de la guerre, ce qui crée de vives tensions avec les Lettons. En tout cas, dans l'esprit de l'OHL, il est clair que l'*Ober Ost* doit à terme devenir un espace colonial destiné à accueillir des populations allemandes. C'est pourquoi les autorités militaires tentent d'imposer une germanisation rampante au travers d'activités culturelles ciblées.

Tout cela est interprété par Vejas Gabriel Liulevicius, à la suite de Robert Lewis Koehl, comme l'annonce de la politique des nazis à l'est de l'Europe⁽²⁰⁾. Cette interprétation n'est pas dénuée de tout fondement. Mais son principal défaut est peut-être de surestimer la capacité du haut commandement d'imposer ses vues. Certes, il est puissant, mais il se heurte à des résistances dans son propre pays. Durant le printemps et l'été 1917, le chancelier Bethmann-Hollweg, qui s'inquiète du pouvoir croissant des militaires, est de plus en plus isolé. Privé de la confiance de l'empereur, il est contraint

17 Fritz FISCHER, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Éditions de Trévise, 1970, analyse en détail les dispositions prises en haut lieu par les Allemands pour l'exploitation de la zone, notamment les deux conférences organisées à Berlin en février et mars 1917, p. 291 sq.

18 *Kölnische Zeitung*, 15 décembre 1915.

19 En 1897, il y avait environ 4,5 millions d'habitants recensés sur la zone de l'*Ober Ost* ; en mars 1917, les occupants en comptent environ 2,9 millions. Rien qu'à l'automne 1915, on estime que 300 000 Lituaniens et 500 000 Polonais sont partis vers l'intérieur de la Russie !

20 Voir note 15.

à la démission par une fronde parlementaire des députés du SPD majoritaire et du *Zentrum* qui lui reprochent d'être trop influencé par l'OHL et les milieux réactionnaires. Cette majorité vote dans la foulée la Déclaration sur la paix du 19 juillet 1917⁽²¹⁾ alors que s'installe à la chancellerie Georg Michaelis⁽²²⁾. Ladite déclaration réclame une paix sans annexions à l'Est, ce qui est contraire aux buts de guerre du haut commandement. Mais le nouveau secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Richard von Kühlmann, un conservateur bon teint dont Karl-Heinz Janssen estime qu'il poursuit à l'Est la même ligne que Bethmann-Hollweg⁽²³⁾, est lui aussi convaincu que couper la Russie de la Baltique en profitant de son affaiblissement est un jeu dangereux à moyen terme ; il est partisan d'une sorte de *statu quo ante* que garantirait une paix signée en position de force. Plus tard, durant les discussions de Brest-Litovsk, il refuse la solution de l'état-major consistant à créer des États vassaux le long de la côte balte et en Ukraine, quitte à s'aliéner les nationalistes autochtones⁽²⁴⁾. En somme, même si l'OHL n'a pas dit son dernier mot, elle n'est pas toute-puissante et les hésitations allemandes sont caractéristiques d'une crise larvée.

Les nationalistes lituaniens, quant à eux, sont placés dans des conditions très délicates depuis l'invasion allemande du printemps 1915. Comme leurs revendications autonomistes ont été repoussées par l'État tsariste malgré leur ralliement en août 1914⁽²⁵⁾, ils essaient d'utiliser la présence militaire du *Reich* pour faire avancer la cause de l'indépendance et contrer les ambitions territoriales des Polonais à qui l'on a promis le rétablissement d'un État et qui considèrent que la région de Vilnius leur appartient de droit⁽²⁶⁾. Face à cette redoutable concurrence, au printemps 1915, le Centre lituanien de Vilnius, composé de représentants de divers courants nationalistes allant du centre gauche à la droite cléricale, élit à sa tête le conservateur Antanas Smetona qui s'efforce de devenir l'interlocuteur privilégié des autorités militaires. Mais celles-ci étant de mauvaise volonté, les indépendantistes se trouvent dans l'obligation de trouver des appuis extérieurs, notamment auprès du président Wilson, auquel ils font parvenir en avril 1916 un appel à l'aide par le biais de la Ligue des peuples étrangers de Russie⁽²⁷⁾. Beaucoup d'activistes séjournent en fait à l'étranger, soit aux États-Unis, où il y a une importante communauté d'émigrants lituaniens, soit en Suisse (Juozas Gabrys

21 Verhandlungen des deutschen Reichstags ; Reichstagsprotokolle 1914/18, 5 ; 116. Sitzung, Donnerstag den 19. Juli 1917, p. 3573 sq.

22 Sur la crise de juillet, Pierre JARDIN, *Aux racines du mal. 1918, le déni de défaite*, Paris, Tallandier, p. 107-141.

23 Karl-Heinz JANSSEN, « Die baltische Okkupationspolitik des deutschen Reiches », in : von HEHN *et alii* (dir.), *Von den baltischen Provinzen* (note 6), p. 236.

24 Pour Herfried MÜNKLER, *Der Große Krieg. Die Welt 1914-1918*, Reinbeck bei Hamburg, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 2015, p. 663-670, Ludendorff n'est pas assez subtil pour faire fonctionner un tel empire et Kühlmann, homme du passé, ne peut que se mettre à dos les nationalistes en pleine effervescence. Le bras de fer entre les deux hommes tourne provisoirement à l'avantage du premier lorsque l'armistice entre le *Reich* et la Russie rouge est rompu en février 1918.

25 Alfred Erich SENN, *The emergence of modern Lithuania*, New York, Columbia University Press, 1959, p. 18-19. L'ouvrage est ancien, mais de grande qualité.

26 Pour se donner une idée de l'opposition farouche des deux nationalismes, Xavier GORZUCHOWSKI, *Les rapports politiques de la Pologne et de la Lituanie*, thèse pour le doctorat en droit, Paris, 1927, chap. 4 et 5.

27 S. STOPINSKI, *Das Baltikum* (note 3), p. 84 ; P. KLIMAS, *Der Werdegang* (note 14), p. 28.

à Lausanne), soit à Petrograd où continue d'exister un comité lituanien dirigé par un ancien député à la Douma, Martynas Yas⁽²⁸⁾. Cette dispersion fait que les partisans de l'indépendance sont loin de tous parler d'une même voix. Alors que Smetona et ses amis sont farouchement attachés à un État spécifiquement lituanien, un compatriote émigré aux États-Unis, Jonas Šliupas, propose ainsi au printemps 1917 la création d'un État lituano-letton⁽²⁹⁾. En outre, si en Russie comme dans la zone occupée par l'Allemagne, les nationalistes centristes ou de droite sont favorables à l'indépendance, ils se heurtent aux objections des sociaux-démocrates qui considèrent, à l'exception de quelques éléments en rupture de parti, que cette dernière ne permettrait pas d'échapper à la tutelle allemande. Cette fracture ne se résorbe pas avec l'éclatement de la Révolution russe de mars. En mai 1917, lorsque le Conseil national lituanien formé à Petrograd se range à l'idée d'indépendance, il se heurte à l'opposition de la gauche⁽³⁰⁾. Ces querelles internes sont un handicap dans les discussions avec des autorités allemandes elles-mêmes divisées. D'où l'extrême complication de la situation jusqu'à l'automne 1917. Il est à signaler également que la gauche lituanienne dispose d'atouts infiniment plus restreints que ses homologues lettone et estonienne : elle ne peut pas agir, ou très peu, sur son propre sol, les forces d'occupation ayant la phobie des « Rouges » et ne tolérant pas les rassemblements politiques de masse ; de plus, les ouvriers agricoles sont très peu organisés et les ouvriers d'industrie, déjà peu nombreux, ont pratiquement tous été évacués vers le nord et l'est lors du démontage des usines. Les nationalistes conservateurs sont finalement les seuls à pouvoir devenir des interlocuteurs crédibles en 1917. Ils ont en quelque sorte plusieurs longueurs d'avance sur leurs adversaires.

Les soubresauts liés à la Révolution russe de mars 1917⁽³¹⁾ dans les territoires lettons et estoniens (mars-septembre 1917)

La chute du tsarisme entre le 8 et le 12 mars 1917 modifie profondément les conditions de la vie politique dans le nord de la zone étudiée. L'une de ses premières conséquences est la constitution d'entités administratives à base ethnique. Cela répond à une revendication portée non seulement par les nationalistes, mais aussi par les socialistes de diverses obédiences. Les premiers, centristes ou conservateurs en grande majorité, malgré l'existence en leur sein de courants radicaux⁽³²⁾ ou socialistes réformistes⁽³³⁾, s'inquiètent de

28 A. E. SENN, *The emergence* (note 25), p. 23.

29 Uldis ĢĒRMANIS, « Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten », in: von HEHN et alii (dir.), *Von den baltischen Provinzen* (note 6), p. 42.

30 *Ibid.*, p. 24.

31 Nous utilisons dans l'article le calendrier occidental qui est en avance de 13 jours sur le calendrier orthodoxe.

32 On peut ranger dans cette catégorie le Parti du travail en Estonie ou les amis de Konstantin Päts. En Lettonie, le groupe de nationaux-démocrates regroupés à Moscou autour du journal *Dzimtenes Atbals* (*L'écho du pays*) et les radicaux-démocrates de l'équipe du *Jaunais Vārds* (*Le Nouveau Mot*) également.

33 Un certain nombre de sociaux-démocrates ayant pris leurs distances avec les partis officiels se rallient aux forces nationalistes (ex. l'équipe du *Strādnieku Avīze – Journal ouvrier*) de même que la plupart de ceux qui ont soutenu la politique de guerre. Les menchéviks internationalistes ou les socialistes révolutionnaires refusent au départ ce type d'alliance, mais certains, par hostilité aux bolcheviks, changeront d'option dès la fin 1917.

la situation en Russie et se persuadent qu'une plus grande marge de manœuvre vis-à-vis du pouvoir central leur permettra de mieux contrôler les revendications qui pourraient gêner leur base électorale constituée de petits et moyens propriétaires. Les socialistes ont l'impression pour leur part que cette mesure donnera à la Révolution plus de force en mettant fin à la centralisation tsariste et à la répression contre le mouvement ouvrier. Parmi eux, les bolcheviks ne sont pas les moins attentifs au sentiment national. Lénine lui-même a longtemps polémique avec Rosa Luxemburg sur cette question de principe. Pour lui, revendications nationales et sociales peuvent se recouper et le rôle des révolutionnaires est d'utiliser ce dualisme, à condition qu'il n'aboutisse pas à négliger le but suprême, l'instauration d'une société socialiste. Il ne s'agit pas d'une forme de duplicité, comme il lui a été souvent reproché, mais d'une analyse qu'il a approfondie depuis la révolution de 1905⁽³⁴⁾.

Les nationalistes estoniens sont les premiers en action. Regroupés dans le Sud autour de Jaan Tõnisson (libéral conservateur) et dans le Nord autour de leaders comme Konstantin Päts ou Jüri Vilms (radicaux nationalistes), ils organisent fin mars à Dorpat (Tartu) un congrès des représentants des communes rurales et urbaines sur le thème de l'autonomie administrative. Ils bénéficient de l'appui bienveillant du commissaire du Gouvernement provisoire, le bourgmestre de Reval (Tallinn), Jaan Poska. Le 8 avril, un mois à peine après le début des événements, une manifestation de 40 000 Estoniens à Petrograd réclame non seulement l'autonomie des territoires de langue estonienne, mais également leur regroupement sous une même entité. Le Gouvernement provisoire, désireux de ne pas créer de tension supplémentaire dans une zone proche de la capitale, accorde dès le 12 avril l'autonomie demandée ainsi que le droit de faire élire au suffrage universel indirect⁽³⁵⁾ un Parlement provincial (*Maapäev*) remplaçant l'ancienne Diète inégalitaire malgré les protestations des représentants de la noblesse germano-balte⁽³⁶⁾.

Les nationalistes lettons sont eux aussi réactifs, mais ont moins de chance. Bien que les nationaux-radicaux exilés en Russie trouvent leurs compatriotes timorés dans les premières semaines de la révolution⁽³⁷⁾, ils réunissent une assemblée provinciale de Livonie du Sud (Vidzeme) à Wolmar (Valmiera) le 25 mars 1917 et proposent de réunir tous les territoires de langue lettone sous une même entité administrative qui serait appelée Lettonie⁽³⁸⁾. Ils sont aussi à l'origine, fin mars 1917, du Conseil des organisations sociales de Riga qui s'ouvre à quelques mencheviks de droite et défend l'idée d'un parlement letton autonome. Le Gouvernement provisoire reste entièrement sourd à ces appels parce qu'il a peur d'affaiblir son autorité dans une zone au contact direct du front; il sait aussi que les partis bourgeois lettons ont moins de force que leurs homologues estoniens et

34 Jean-Jacques MARIE, *Lénine. La Révolution permanente*, Paris, Payot, 2011.

35 Ce mode de scrutin est d'emblée récusé par les conseils et la gauche socialiste, surtout les bolcheviks qui veulent retarder aussi la date des élections. Hans KRUS, *Histoire de l'Estonie*, Paris, Payot, 1935, p. 230 sq.

36 Seppo ZETTERBERG, *Viron historia (Histoire de l'Estonie)*, Helsinki, SKS, 2007, p. 492.

37 *Dzimtenes Atbals* (DzA), n° 26, 5.4.1917. Il est vrai que ce journal a appelé dès le 21 mars à former un Conseil national letton et à prendre en main l'administration (DzA, 21 (8).3.1917). Il vise sans doute le *Lidums (L'Éclaircie)*, autre journal nationaliste, qui a appelé la veille au calme (*Lidums*, 20 (7).3.1917).

38 *Lidums*, 28 (15).3.1917; U. GĒRMANIS, «Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten» (note 29), p. 25.

que le principal danger vient du puissant Parti social-démocrate (PSDL), qui mène lui aussi campagne sur les mêmes thèmes. Cela amène les militants nationalistes à tenter de faire monter la pression. Tandis que le président du Comité central des réfugiés lettons part en tournée en Scandinavie, puis à Londres et Washington⁽³⁹⁾, le 9 mai 1917, les réfugiés de Courlande fondent à Dorpat (Tartu, en Estonie) un Conseil provincial qui réclame d'être uni dans le futur aux autres provinces lettones tandis que le 10, un Conseil provisoire de Latgalie réuni à Rositten (Rēkzene) formule la même exigence⁽⁴⁰⁾. Dans les deux cas, il s'agit d'assemblées non élues au suffrage universel dans lesquelles les paysans propriétaires sont largement surreprésentés⁽⁴¹⁾.

Mais l'autre grand trait de la période au nord de la zone est la poussée impressionnante des bolcheviks autochtones, soutenus à partir de l'été par une fraction importante de la population, notamment dans les territoires lettons n'ayant pas encore connu l'occupation allemande. Les bolcheviks se sont emparés de la direction du PSDL en 1914, après une lutte acharnée de plusieurs années contre les mencheviks⁽⁴²⁾. Durant le conflit, leur activité est restée souterraine et tournée essentiellement vers les centaines de milliers de compatriotes exilés en Russie. Dans les premières semaines suivant la Révolution de février, ils ont d'ailleurs un peu de mal à démarrer leur activité sur place. Leur organe central, *Cīņa* (*La Lutte*), ne reparait officiellement que le 20 mars, et de plus à Petrograd⁽⁴³⁾. Ils ne sont donc vraiment en ordre de bataille qu'à partir de la mi-avril, quand leur comité central rejoint progressivement Riga. Mais ils conquièrent rapidement la majorité dans la plupart des soviets et s'imposent comme la grande force politique du pays dès le milieu du printemps. Très bien organisés dans les villes, actifs aussi dans les campagnes, ils acquièrent de solides appuis parmi les couches populaires, principalement les ouvriers et les paysans sans terre, fort nombreux dans ces contrées. Fin avril, ils organisent un congrès des paysans sans terre du Vidzeme (Livonie du Sud)⁽⁴⁴⁾ qui connaît un grand retentissement et vole la vedette aux partis « bourgeois » et aux mencheviks, qui n'influencent pour leur part que des milieux urbains restreints : ouvriers très qualifiés, petite bourgeoisie intellectuelle ou employés. En mai, le comité central prend la décision de faire paraître la *Cīņa* à Riga et commence à faire une propagande active auprès des tirailleurs lettons (*strēlniki*) sur le front. Avec succès, puisqu'ils l'emportent sur les mencheviks au congrès des *strēlniki* à la fin du mois et deviennent majoritaires au sein de l'organe dirigeant des soviets lettons de soldats, l'*Iskolastral*⁽⁴⁵⁾. Leur succès tient au fait qu'à ce moment-là, ils défendent farouchement les réformes en faveur des paysans sans terre et des ouvriers, mais aussi l'idée d'autonomie, n'hésitant

39 *Ibid.*, p. 19.

40 *Ibid.*, p. 25-26.

41 *Ibid.*, p. 26.

42 LÉNINE, *Œuvres complètes*, Moscou, éditions du Progrès, t. 43, p. 435-437, lettre à I. Roudis-Guipslis du 26.7.1914; Andrew EZERGAILIS, *The 1917 Revolution in Latvia*, New York, Columbia University Press, 1974, chap. 3.

43 *Cīņa*, 20 (7).3.1917.

44 *Cīņa*, 27 (14).4.1917; les résolutions finales, très offensives, figurent dans le recueil de documents réunis par la commission d'histoire du PCL en 1957 : recueil de textes *Latvijas komunistiskā partija oktobra revolūcija 1917*, doc. n° 10, p. 21-22 et doc. n° 28, p. 42-46.

45 *Cīņa*, 31 (18).5.1917; *Brīvais Strēlnieks*, même date (il s'agit du journal des soviets de soldats lettons).

même pas, sous la plume de leur leader, Pēteris Stučka, à évoquer l'éventualité de l'indépendance⁽⁴⁶⁾. En juillet 1917, quand la répression s'abat sur les bolcheviks de Russie, le cinquième congrès du PSDL se sent assez fort pour la condamner et appeler à la lutte « sans merci » contre le Gouvernement provisoire. Au mois d'août, quand le Gouvernement provisoire perd définitivement la main en Russie et ailleurs, ils imposent donc sans grande résistance dans le Vidzeme (Livonie méridionale) leur autorité⁽⁴⁷⁾. En effet, le Congrès des soviets de Lettonie élit un comité exécutif, l'*Iskolat*, qui commence à jouer le rôle de gouvernement officieux, malgré les velléités de l'Union paysanne, fondée par Kārlis Ulmanis et Zigfrieds Meierovics le 12 mai 1917, de regrouper autour d'elle les organisations hostiles au pouvoir des conseils et d'accaparer le pouvoir à son profit. Au demeurant, les élections locales du 26 août indiquent clairement vers qui penche la majorité du peuple: dans toutes les grandes villes, sauf Riga, vidée depuis la retraite de 1915 d'une bonne partie de sa population ouvrière, les candidats du PSDL obtiennent des scores impressionnants, laissant des miettes aux autres partis (les agrariens font 15 % des voix). De très nombreuses communes rurales leur apportent aussi leur appui, ce qui pousse le congrès des paysans sans terre réuni au même moment à préconiser la désobéissance civile au Gouvernement provisoire. Le 2 septembre, aux élections à l'assemblée provinciale du Vidzeme, les bolcheviks obtiennent 60 % des sièges; les autres partis socialistes sont laminés au point d'en être ridicules et l'Union paysanne rassemble moins d'un sixième des voix⁽⁴⁸⁾. Kerenski, aux abois, fait interdire la *Cīņa* et la *Brīvais Strēlnieks* début octobre, mais il a perdu tout appui, même au sein de l'*Iskosol* qui élit à sa tête le bolchevik autochtone Juris Kariņš. En clair, deux mois avant le soulèvement du 6 novembre 1917 à Petrograd, la gauche révolutionnaire tient le Vidzeme. Elle apparaît comme la seule force organisée capable de bloquer les Allemands (le PSDL appelle les *Strēlniki* à refuser les fraternisations et à suivre une discipline de fer⁽⁴⁹⁾) et à surnager dans une situation économique et sociale très difficile: centaines de milliers de réfugiés, usines démontées en 1915, effondrement de la production agricole, pillages récurrents des régiments russes, nombreux travailleurs privés d'emploi⁽⁵⁰⁾, etc.

En Estonie, les bolcheviks ont plus de difficultés. Ils ne commencent à devenir la force politique principale qu'au cours de l'automne, sans jamais réunir pour autant une majorité de suffrages. Les conditions générales, tout d'abord, ne leur sont pas favorables: ils ne contrôlent pas les soviets avant la fin de l'été 1917, sauf à Narva et Dorpat⁽⁵¹⁾;

46 *Cīņa*, 20 (7).5.1917. Il est à noter que jusqu'au début août, il existe des contacts entre les bolcheviks et certains milieux nationalistes comme le rappelle U. ĢĒRMANIS, «Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten» (note 29), p. 38.

47 Andrew EZERGAILIS, *The Latvian Impact on the Bolshevik Revolution: the first Phase: September 1917 to April 1918*, New York, Columbia University Press, 1983, rend compte dans le détail des événements cités ici.

48 U. ĢĒRMANIS, «Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten» (note 29), p. 48.

49 *Latvijas komunistiskā partija oktobra revolūcija 1917*, doc. n° 204, p. 289.

50 Sur la situation économique et sociale, voir Peter GATRELL, *Russia's First World War. A Social and Economic History*, Pearson/Longman, 2005, p. 29-37.

51 Mirko HARJULA, *Viro 1914-1922: maailmansota, vallankumoukset, itsenäistyminen ja vapausota (L'Estonie 1914-1922: guerre mondiale, révolutions, indépendance et guerre de Libération)*, Helsinki, SKS, 2009, p. 43-44.

les partis de droite ou du centre conservent le contrôle du *Maapäev* et des principales villes jusqu'à la fin de l'été 1917 tout en dominant le Congrès national estonien réuni à Tallinn les 3 et 4 juillet 1917; leurs effectifs, essentiellement urbains, sont en outre encore très limités en mars 1917 au moment de la légalisation du parti⁽⁵²⁾. Ils se mettent toutefois rapidement au travail et dès la fin mars paraissent les premiers numéros de leur organe officiel, *Kiir* (*Le Rai de lumière*), qui s'efforce de diffuser leur programme⁽⁵³⁾. En s'appuyant sur les militants bolcheviks russes présents dans les usines des grandes villes et certaines unités de l'armée, ils parviennent à gagner des positions dans les conseils et les syndicats⁽⁵⁴⁾; cela crée une base militante qui s'élargit assez rapidement, en dépit des critiques de leurs adversaires qui les présentent comme des éléments semi-étrangers: fin avril 1917, à la Conférence des organisations bolcheviques de la Baltique du Nord réunie à Tallinn, les 38 délégués représentent déjà environ 2 000 adhérents venus d'une dizaine de sections⁽⁵⁵⁾. Deux mois plus tard, ce chiffre est monté, selon les sources fournies par les organisations locales, à près de 5 000 adhérents⁽⁵⁶⁾; c'est autant que les effectifs socialistes révolutionnaires et bien davantage que ceux de l'Union sociale-démocrate estonienne. Les bolcheviks estoniens souffrent également assez peu de la répression lancée contre leurs homologues russes après l'échec du soulèvement de juillet, ce qui leur permet de poursuivre leur ascension, confortée par les bons résultats qu'ils obtiennent aux élections municipales urbaines⁽⁵⁷⁾. Le tournant décisif s'opère toutefois en septembre avec la lutte contre le coup d'État de Kornilov à Petrograd et la dégradation du climat social⁽⁵⁸⁾. Le 11 septembre, les soviets d'ouvriers et de soldats estoniens créent avec les syndicats un Comité central commun; des gardes rouges apparaissent à Tallinn, Valga et Narva⁽⁵⁹⁾. Le 18 septembre, pour la première fois, les bolcheviks emportent largement la majorité au soviet de Tallinn⁽⁶⁰⁾. Dès lors, appuyés sur leurs bons résultats électoraux, ils constituent une sorte de second pouvoir face au commissaire du Gouvernement provisoire, Jaan Poska avec lequel ils ont déjà eu de nombreux accrochages depuis le printemps, parfois musclés. Kerenski et son gouvernement sont de toute façon déjà hors-jeu dans cette partie de l'empire, d'autant que le *Tsentrobalt* est passé aux bolcheviks.

Cette montée en puissance et cette capacité qu'ont les bolcheviks estoniens et lettons de contrer leurs adversaires marquent une différence fondamentale avec la zone lituanienne où, malgré une activité souterraine commencée dès l'été, ils restent très

52 *Oktoobri-revolutsiooni võit ja nõukogude võimu kindustamine. Veebruar 1917-Veebruar 1918 (La victoire de la Révolution d'octobre et le renforcement du pouvoir des conseils. Février 1917-février 1918)*, Tallinn, Eesti Raamat, 1977, p. 119, donne le chiffre de 100 à 150.

53 *Kiir*, 31 (18).3.1917.

54 *Kiir*, 8.5.1917 (25.5.1917) et 11.6.1917 (29.5.1917).

55 *Oktoobri-revolutsiooni võit ja nõukogude võimu kindustamine* (note 52), p. 144.

56 *Ibid.*, p. 147.

57 M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 53. Les bolcheviks, en alliance avec les SR de gauche ou les mencheviks internationalistes, obtiennent la majorité des sièges à Tallinn, Narva et Viljandi.

58 *Zvezda (L'Étoile)*, journal paraissant en russe, 28 (15).8.1917.

59 M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 55.

60 Olavi ARENS, «Soviets in Estonia 1917/1918», in: Andrew EZERGAILIS & Gert von PISTOHLKORS (dir.), *Die baltischen Provinzen Rußlands zwischen den Revolutionen von 1905 und 1917*, Cologne/Vienne, Böhlau, 1982, p. 304.

minoritaires et très dépendants du parti russe⁽⁶¹⁾. Les succès bolcheviques dans la partie nord de la zone ne tiennent pas seulement à leurs techniques de propagande, mais à des facteurs socio-politiques de plus grande ampleur. L'autorité du Gouvernement provisoire est en chute libre après l'offensive ratée de la fin juillet 1917 qui entraîne un nouvel affaïssement de la discipline au sein des régiments russes et une explosion du nombre de déserteurs. La poursuite de la guerre apparaît dans ces conditions comme une folie, d'autant que la chute de Riga début septembre 1917 fragilise le front et provoque des scènes de pillage scandaleuses de la part de la XII^e Armée en retraite; les bolcheviques, qui s'affirment partisans d'une paix rapide, mais qui appellent en même temps à tenir le front pour protéger les populations civiles⁽⁶²⁾, sont donc plus écoutés. L'aggravation des pénuries entraîne pour sa part des mesures de rationnement et des réquisitions qui sont à la source de nombreux conflits à partir de l'été⁽⁶³⁾; parallèlement, le nombre de grèves et manifestations en faveur de meilleurs salaires et de journées de travail plus courtes explose; les bolcheviques se présentant comme les meilleurs défenseurs de la justice sociale, ils attirent donc à eux de nouveaux éléments. Le souvenir des terribles événements de 1905, particulièrement douloureux en Estonie et en Livonie⁽⁶⁴⁾, joue aussi en leur faveur car beaucoup de sympathisants de la révolution en cours craignent le retour de l'ordre ancien. Or, ce dernier était particulièrement inégalitaire dans des sociétés majoritairement rurales où le développement d'une agriculture de marché, loin de combler les inégalités, a plutôt abouti à les renforcer⁽⁶⁵⁾. Les grandes propriétés nobiliaires (et parfois bourgeoises) possèdent encore une part considérable de la terre qu'elles louent à des métayers ou font cultiver en propre par des ouvriers agricoles. La propriété paysanne s'est beaucoup développée depuis les années 1860, mais elle reste morcelée et crée un fossé entre les « barons gris » d'un côté, leurs domestiques ou leurs journaliers de l'autre. Les sociaux-démocrates lettons et les bolcheviques estoniens, dans leur propagande, insistent tout particulièrement sur cet antagonisme alors que, contrairement à 1905, leurs attaques contre les barons et les pasteurs se font plutôt rares⁽⁶⁶⁾. Cela leur vaut des soutiens dans les zones rurales, du moins lorsqu'ils ont assez de militants sur place.

Pourtant, lors de la formation des soviets en mars 1917, les mencheviks et les SR lettons et estoniens sont clairement majoritaires⁽⁶⁷⁾, comme le sont leurs homologues

61 A. E. SENN, *The emergence* (note 25), chap. 2.

62 L'un de leurs tracts, au moment de la percée allemande du 1^{er} septembre 1917, s'intitule *N'abandonnez pas la ville, n'abandonnez pas vos champs!*: U. ĢĒRMANIS, «Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten» (note 29), p. 44. Au cours du mois de septembre, O. Kārklīņš, l'un des dirigeants du PSDL, dénonce les violences et les pillages de la XII^e Armée: *ibid.*, p. 48.

63 Les prolétaires sont les plus pénalisés par les pénuries car ils n'ont pas les moyens de recourir au marché noir. Ils sont donc favorables aux mesures de contrôle des stocks et des prix. Au contraire, les paysans propriétaires y voient une atteinte à leurs droits. De ce fait, un antagonisme se crée entre les deux groupes. Les gardes rouges urbains sont souvent chargés des réquisitions.

64 Toivo RAUN, «Violence and Activism in the Baltic Provinces During the Revolution of 1905», *Acta Historica Tallinnensia*, n° 10 (2006), p. 48-59.

65 Ce fait est déjà noté par les historiens contemporains tels que H. KRUIIS, *Histoire de l'Estonie* (note 35), p. 197-198 ou Jean MEUVRET, *Histoire des pays baltiques: Lituanie, Lettonie, Estonie, Finlande*, Paris, A. Colin, 1934. Il a été confirmé par toutes les études ultérieures.

66 A. EZERGAILIS, *The Latvian Impact* (note 47), p. 15-20.

67 O. ARENS, «Soviets in Estonia» (note 60), p. 295-296; M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 43.

russes au sein de la XII^e Armée et de son organe central, l'*Iskosol*. La droite menchévique du PSDL est déjà très active à Riga fin mars 1917 et fonde un journal de tonalité nationaliste, le *Strādnieku Avīze* (*Le journal ouvrier*), qui a un écho certain à Riga et dans sa région⁽⁶⁸⁾. Les mencheviks lettons résistent également assez bien dans les élections aux conseils jusqu'au début juin. De même, les mencheviks estoniens parviennent à surmonter leurs divisions et à fonder en mai un parti indépendant du PSDOR, l'Union sociale-démocrate estonienne, ne comprenant certes que quelques centaines d'adhérents, mais qui influence les ouvriers de sensibilité nationaliste⁽⁶⁹⁾. Les SR estoniens ont pour leur part des appuis dans les campagnes et peuvent parfois y concurrencer les bolcheviks. Mais le rapport des forces évolue très rapidement au sein des soviets, ce qui amène les dirigeants réformistes, par antibolchevisme et par dépit, à se rapprocher peu à peu des nationalistes « bourgeois », avec prudence d'abord, surtout pour les SR, puis avec détermination dès l'automne 1917. Cela est plus net en Estonie⁽⁷⁰⁾, plus diffus en Lettonie⁽⁷¹⁾, du moins jusqu'au début de l'année 1918. N'oublions pas à ce propos qu'en Estonie, la proportion de russophones est très élevée au sein des soviets, ce qui crée des tensions avec la population, notamment à Reval (Tallinn)⁽⁷²⁾. Le *Tsentrobalt*⁽⁷³⁾, l'organe dirigeant des soviets de la flotte de la Baltique, fondé le 23 avril 1917, joue par ailleurs un grand rôle dans les événements de l'automne sur les deux rives du Golfe de Finlande. Dans cette structure presque entièrement russe, les rivaux les plus dangereux des bolcheviks ne sont cependant pas les mencheviks, mais les anarchistes qui tantôt s'allient avec eux, tantôt les combattent. On peut donc penser que la peur d'être noyés dans cette masse étrangère incite aussi les partis socialistes non bolcheviks estoniens à écouter davantage les sirènes du nationalisme.

Face à la montée de la gauche révolutionnaire, les partis nationalistes « bourgeois », qui vont sur l'échiquier politique du centre gauche à la droite la plus conservatrice, ont une marge de manœuvre limitée qui explique non seulement leurs hésitations initiales, mais aussi le fait qu'ils jouent un rôle sans doute moins important qu'on ne l'imagine avant la fin 1918, du moins en Lettonie⁽⁷⁴⁾. Très actifs dès les premières semaines de la révolution (voir *supra*), ils profitent de l'effacement momentané de la noblesse germano-balte, brimée sous les dernières années du tsarisme et dont les

68 U. GĒRMANIS, « Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten » (note 29), p. 21.

69 Mihkel MARTNA, *Mälestused iseseisvuse võitluspäevilt* (*Souvenirs de l'époque de la lutte pour l'indépendance*), t. 1, 1927, chap. 3. Martna représente l'aile gauche de cette formation qui devient fin 1917 le Parti socialiste ouvrier estonien (ESTP).

70 H. KRUIIS, *Histoire de l'Estonie* (note 35), p. 240-241 ; Olaf KUULI, *Socialistid ja Kommunistid Eestis 1917-1991*, Tallinn, 1999, p. 14-15.

71 A. EZERGAILIS, *The Latvian Impact* (note 47), p. 63-90.

72 O. ARENS, « Soviets in Estonia » (note 60), p. 298-299.

73 Ce sigle est la contraction de *Tsentralnij komitet Baltiskogo flota* (Comité central de la flotte de la Baltique), l'organe dirigeant des soviets de marins de Cronstadt, Petrograd, Tallinn, Helsinki et Hanko. Mirko HARJULA, *Itämeri 1914-1921: Itämeren laivasto sodassa sekä Venäjän vallankumouksissa* (*La Baltique 1914-1921 : la flotte de la Baltique durant la guerre et les révolutions russes*), Books on demand, 2010, en constitue l'étude la plus complète à ce jour.

74 Il s'agit d'une sorte de reconstruction *a posteriori* qui repose sur un postulat contestable : puisque les nationalistes l'ont emporté en 1919, c'est qu'ils étaient déjà les plus forts en 1917. C'est négliger l'invasion allemande qui a contribué à modifier les rapports de force.

organes représentatifs ont été mis en sommeil au début de la guerre⁽⁷⁵⁾. Les différents courants ne récusent pas tout de suite l'idée d'une autonomie au sein de la nouvelle Russie et sont même enclins à chercher le compromis avec le Gouvernement provisoire qui, dans leur esprit, peut les protéger des socialistes de gauche et garantir les intérêts des propriétaires, qu'ils soient bourgeois ou paysans. Pour mieux amadouer ces derniers, ils continuent à faire de la noblesse germano-balte un ennemi à abattre au même titre que les « partageux » ; pour tenter d'éviter le glissement à gauche des prolétaires ruraux, les agrariens et les nationaux-radicaux promettent aussi de confisquer une partie des grands domaines. En Lettonie, où certains mencheviks les ont rejoints dès le début, comme Margers Skujenieks, ils essaient de promouvoir un modèle républicain parlementaire et promettent une réforme agraire partielle et une législation ouvrière améliorée. Ce positionnement politique leur vaut des appuis chez les libéraux et les socialistes réformistes à l'Ouest et en Allemagne, mais ils souffrent d'un vrai déficit électoral, manifeste dès la fin du printemps. En Estonie, ils sont mieux implantés ; de plus, avec approximativement le même programme, ils dominent le *Maapäev* et le poste de commissaire du Gouvernement provisoire. Mais le Gouvernement provisoire n'ayant plus beaucoup d'autorité, ils se trouvent confrontés à d'importants mouvements sociaux sans pouvoir espérer le secours d'une armée russe incontrôlable. C'est pourquoi, certains de leurs leaders envisagent la solution de l'autodétermination. Un journaliste du *Dzimtenes Atbalss*, K. Uptis, l'envisage clairement le 1^{er} août 1917 en évoquant la plus grande proximité des Lettons avec l'Occident⁽⁷⁶⁾. Karl Ulmanis (agrarien) appelle quant à lui les différents groupes nationalistes le 12 août 1917 à se réunir à Riga pour réfléchir à une proclamation de l'indépendance en cas d'entrée des Allemands dans la ville ; le libéral estonien Tõnisson la propose pour sa part sans succès au *Maapäev* le 7 septembre⁽⁷⁷⁾. En fait, ils se préparent les uns et les autres au combat contre les Rouges : la première garde blanche est formée à Viljandi, au cœur de l'Estonie, le jour même de ladite séance du 7 septembre, suivie en trois semaines d'une multitude d'autres. La réplique ne tarde pas : le 11 septembre, des gardes rouges sont créées à Tallinn et Narva⁽⁷⁸⁾. Côté letton, la faiblesse électorale de l'Union paysanne ne permet pas d'aller si loin, ce qui explique qu'elle espère momentanément une victoire allemande qui aurait pour vertu de chasser l'*Iskolat* et de rebattre les cartes sur le terrain politique. C'est un calcul cynique, mais qui s'avérera payant en 1918-1919.

Les affrontements décisifs de l'automne (septembre-décembre 1917)

Le mois de septembre marque un tournant décisif dans toute la zone baltique, surtout après la conquête de Riga⁽⁷⁹⁾ et du sud du Vidzeme. En fait, les rapports de force

75 Gert von PISTOHLKORS (dir.), *Deutsche Geschichte im Osten Europas*, t. 5 : *Baltische Länder*, Berlin, Siedler Verlag, 1994, p. 535 sq.

76 *DzA*, 1.8.1917 (19.7.1917).

77 S. ZETTERBERG, *Viron historia* (note 36), p. 496 ; Erkki TUOMIOJA, *Jaan Tõnisson ja Viron itsenäisyys (Jaan Tõnisson et l'indépendance estonienne)*, Helsinki, Tammi, 2010, p. 126.

78 *Oktoobri-revolutsiooni võit ja nõukogude võimu kindustamine* (note 52), p. 221 sq.

79 E. LUDENDORFF, *Meine Kriegserinnerungen 1914-1918* (note 13), p. 385-386, donne une image assez précise de l'opération sur le plan militaire.

sont modifiés par l'avance allemande et l'affaiblissement du Gouvernement provisoire suite au putsch du général Kornilov.

Le soulèvement raté de Petrograd (du 16 au 20 juillet) et son cortège d'arrestations⁽⁸⁰⁾ ont provoqué en effet chez les bolcheviks lettons et estoniens la peur d'être à leur tour balayés par leurs adversaires, d'où un raidissement sensible de leurs positions en août. Par ailleurs, leur volonté de ne pas se couper des révolutionnaires russes et de continuer à revendiquer l'autonomie au sein d'une Russie régénérée, devient alors incompatible avec la revendication d'indépendance qui monte parmi les principaux chefs nationalistes chez qui la peur sociale l'emporte désormais sur toute autre considération, au point d'envisager la transformation des régiments autochtones et des gardes blanches en « armée nationale ». Cependant, la gauche révolutionnaire dispose d'un atout : si l'idée d'indépendance n'est pas rejetée, y compris par une partie des socialistes, elle n'est toujours pas la préoccupation première d'une population épuisée par la guerre et en attente de solutions matérielles concrètes⁽⁸¹⁾.

Confortés par les excellents résultats électoraux de septembre, les sociaux-démocrates lettons sont prêts à passer à l'offensive. Ils ont toutefois de nouveaux obstacles à surmonter. La conquête de Riga oblige le comité central à quitter la ville et à laisser plus de marge à leurs adversaires nationalistes pour négocier avec les nouveaux maîtres ; au moment de la retraite, l'organisation des *strēlniki* socialistes a subi de lourdes pertes⁽⁸²⁾ et la XII^e Armée russe, complètement débandée, s'est signalée par d'innombrables pillages et exactions ; enfin, le gouvernement de Kerenski prend des mesures de rétorsion contre les journaux et les organisations du parti, désigné sans vergogne, et malgré ses protestations, comme le principal coupable de la défaite⁽⁸³⁾. Néanmoins, alors que les *Strēlniki*, remobilisés *in extremis* par les propagandistes socialistes⁽⁸⁴⁾, réussissent à stabiliser le front à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale, l'*Iskolat* commence à jouer le rôle de gouvernement officieux avec l'appui de nombreux soviets locaux et de l'Assemblée provinciale du Vidzeme qui a désormais un président bolchevik. Plus d'un mois avant la prise de pouvoir par les Bolcheviks à Petrograd, la social-démocratie, qui reconstitue rapidement son appareil de propagande⁽⁸⁵⁾, est donc en mesure d'administrer elle-même les territoires lettons non occupés par les armées allemandes. Face à cette sécession, Kerenski demeure impuissant car l'*Iskosol* lui-même finit par le lâcher en octobre, tandis que le commissaire du gouvernement provisoire désigné en avril, le social-démocrate de droite Andrejs Priedkalns, n'a plus aucun pouvoir effectif. L'idée d'un gouvernement bolchevik imposé de l'extérieur est donc une erreur de perspective. Certes, des émissaires de Petrograd (Simon Nachimson

80 Ces journées font toujours débat entre ceux qui y voient une tentative de putsch bolchevik (Richard PIPES, *La révolution russe*, Paris, PUF, 1993, p. 391-408) et ceux qui s'interrogent sur leurs capacités réelles à le faire à ce moment précis (Georges HAUPT, « Journées de Juillet 1917 », *Encyclopædia Universalis*, 1973 ; Orlando FIGES, *La Révolution russe : 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, Paris, Denoël, 2007).

81 La majorité du *Maapūev*, antibolchevique et nationaliste, en est consciente lorsqu'elle refuse le 7 septembre la proposition d'indépendance de Tõnisson.

82 *Latvijas komūnistiskā partija oktobra revolūcija 1917*, doc. n° 204, p. 289.

83 *Laukstrādnieku Cīņa (La lutte des ouvriers agricoles)*, 16 (3).9.1917.

84 *Latvijas komūnistiskā partija oktobra revolūcija 1917*, doc. n° 199, p. 284-285.

85 C'est le moment où paraît son nouvel organe de presse, *Mūsu Cīņa (Notre Lutte)*.

et Vladimir Antonov-Ovseenko) sont envoyés vers la Lettonie en octobre 1917 pour préparer l'insurrection de la capitale et s'assurer la direction de l'*Iskolat*; mais c'est bien Lénine qui demande à l'*Iskolat* de lui prêter main-forte en contrôlant avec ses régiments les nœuds ferroviaires de Cēsis, Valmiera et Tartu, puis qui le supplie début décembre de lui fournir un contingent pour protéger le Commissariat du Peuple à Petrograd⁽⁸⁶⁾. La nature de ce nouveau pouvoir est au demeurant assez loin de l'image qu'en donnent ses adversaires. Certes, il est bien décidé à imposer ses vues et fait à son tour pression sur ses adversaires en fermant par exemple les journaux d'opposition en décembre et janvier; mais, il ne recourt jamais à des arrestations de masse, des assassinats politiques ou des mesures vexatoires contre les pasteurs, du moins jusqu'à la retraite de février 1918 où l'on décompte quelques dizaines de morts⁽⁸⁷⁾. Les Lettons restés au pays semblent s'accommoder du nouveau pouvoir et donnent aux élections de la mi-novembre à l'Assemblée constituante russe plus de 70 % des voix aux bolcheviks. De ce fait, l'*Iskolat* peut prendre très vite des dispositions dont certaines sont à la base de la Lettonie moderne⁽⁸⁸⁾, comme l'imposition du letton comme langue d'administration et d'enseignement ainsi que le rattachement de la Latgalie au reste du territoire (effectif en décembre 1917 avec l'accord des nouvelles autorités de Petrograd); les nouveaux maîtres du pays, bien qu'ils se proclament internationalistes et souhaitent rester dans la nouvelle Russie, ont donc une réelle fierté nationale qui n'en fait nullement des éléments «étrangers» à la nation⁽⁸⁹⁾. Les autres mesures importantes sont la confiscation des grands domaines nobles, la fondation de gardes rouges en novembre pour contribuer à la défense du pays après la démobilisation de l'ancienne armée russe et la mise en place d'une nouvelle administration. Il lui faut aussi assurer le fonctionnement financier de l'État, créer des tribunaux, essayer de résoudre les problèmes du ravitaillement et mettre en place un nouveau système d'enseignement. Cela se fait dans le cadre d'un pays en guerre et ruiné, mais avec un certain pragmatisme comme le prouve la décision de ne pas s'en prendre à la petite propriété paysanne⁽⁹⁰⁾. De ce fait, les bolcheviks lettons conservent vraisemblablement la confiance d'une majorité des habitants du Vidzeme et du Latgale jusqu'à la conquête allemande de février 1918.

En face, les nationalistes et les mencheviks lettons se retrouvent, du fait du rapport des forces dans une position délicate. Jusqu'en décembre 1917, ils peuvent faire paraître leurs journaux, mais sans rencontrer un écho suffisant pour réellement mettre

86 Sigurd ZIEMELIS, «Latvia on the Way to October. The Role of the Latvian Social-Democratic Party in the Victory of the Socialist Revolution», in: EZERGAILIS/von PISTOHLKORS (dir.), *Die baltischen Provinzen Russlands* (note 60), p. 257-264.

87 A. EZERGAILIS, *The Latvian Impact* (note 47), p. 98-101. Cet auteur note que l'*Iskolat* ne recourt à l'usage de la force armée qu'en cas de résistance elle-même armée, ce qui est rare avant février 1918. Il écrit (p. 100) : «the Iskolat Republic was not a state of terror... it certainly was a situation of coercion».

88 Les auteurs nationalistes lettons s'opposent à cette idée en dépit de toute évidence, à l'image d'Edgars ANDERSONS, *Latvijas vēsture 1914-1920 (Histoire de la Lettonie 1914-1920)*, Stockholm, 1967, p. 252, qui estime que les responsables de l'*Iskolat* étaient des incapables qui ont vite déçu le peuple.

89 Voir dans *Latvju Strēlnieks*, le nouveau journal des *strēlniki*, du 28 (15).10.1917 le discours d'O. Kārklīns du 23 octobre dans lequel le dirigeant social-démocrate explique que le parti souhaite une autonomie large du pays, dans laquelle toutes les nationalités présentes sur le sol letton auraient droit à l'égalité de traitement.

90 A. EZERGAILIS, *The Latvian Impact* (note 47), p. 141-145.

en difficulté le nouveau pouvoir. Fin septembre, ils mettent en place dans la capitale, occupée sans ménagement par les troupes allemandes, le « Bloc démocratique de Riga » regroupant la plupart des organisations antibolcheviques, y compris les mencheviks en rupture de parti⁽⁹¹⁾. C'est d'ailleurs le plus connu d'entre eux, Brūno Kalniņš, qui envoie dans la foulée au responsable de l'USPD allemande, Georg Ledebour, une résolution sur l'indépendance afin qu'il la fasse connaître au *Reichstag*⁽⁹²⁾. Comme elle reste sans réponse, Paul Kalniņš et Menders pour les mencheviks, K. Ulmanis et M. Valters pour les agrariens récidivent peu après en envoyant aux deux fractions sociales-démocrates du *Reichstag* un texte revendiquant pour la Lettonie le statut de République neutre ; Ledebour, au nom du groupe USPD, le présente le 1^{er} décembre devant ses pairs⁽⁹³⁾. De fait, les adversaires de l'*Iskolat*, réduits momentanément à l'impuissance, comptent surtout sur les appuis qu'ils pourraient trouver à l'étranger pour s'imposer comme les représentants de la Lettonie « officielle ». La revendication de l'indépendance est la seule arme qui reste à leur disposition après l'invasion allemande du sud du Vidzeme et la décomposition du Gouvernement provisoire russe. Ils ne renoncent cependant pas agir directement dans les zones contrôlées par les bolcheviks autochtones. Des officiers de régiments lettons créent un journal antibolchevique diffusé ici ou là parmi la troupe, le *Laika Vēstis (Nouvelles de (notre) temps)*. Quant aux représentants « bourgeois » au Conseil provincial du Vidzeme, ils démissionnent avec fracas fin octobre d'une assemblée où les électeurs les ont placés en position ultra-minoritaire, leur but étant d'isoler les bolcheviks et leurs alliés, décrétés pour l'occasion « antinationaux »⁽⁹⁴⁾. Suite à cette rupture définitive, le 29 novembre 1917, à Walk (Valka ou Valga), des délégués antibolcheviques fondent à leur tour le Conseil national provisoire letton qui affirme contre toute vraisemblance représenter les intérêts de toute la nation. Mais la bataille semble bien inégale tant que la *Reichswehr* n'aura pas chassé les Rouges.

Une nouvelle force antirévolutionnaire est cependant en train d'émerger dans les zones récemment conquises par l'armée allemande, sans doute plus dangereuse dans un proche avenir : le « Conseil de confiance de la chevalerie livonienne », créé dès la prise de Riga par Maximilian von Sivers et Erich von Oettingen. Il organise à Riga début octobre 1917 deux rassemblements de leurs partisans qui appellent à l'union avec le *Reich* et à la germanisation des zones conquises. Ils nouent des liens avec d'autres groupes réactionnaires ou conservateurs décidés à rétablir l'autorité des grands propriétaires, des guildes et de l'Église⁽⁹⁵⁾.

En Estonie, la situation est encore plus complexe. Les bolcheviks, bien qu'en pleine croissance (ils annoncent 20 000 adhérents en octobre), ne sont pas hégémoniques. À l'apogée de leur popularité, aux élections à la Constituante, ils ne rassemblent que

91 U. ĢĒRMANIS, « Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten » (note 29), p. 45.

92 K. DZILLEJA (dir.), *Tautai un brīvībai. Rakstu krājums Dr. Paula Kalņina piemīnai (Nation et liberté. Collection d'articles en mémoire du docteur P. Kalņiņš)*, Stockholm, 1952, p. 16-30.

93 Verhandlungen des deutschen Reichstags; Reichstagprotokolle 1914/18, 6; 128. Sitzung, Sonnabend den 1. Dezember 1917, p. 3973-3977.

94 *Latvju Strēlnieks*, 28 (15)/10/1917; U. ĢĒRMANIS, « Die Autonomie- und Unabhängigkeitsbetreibungen der Letten » (note 29), p. 51.

95 A. von TAUBE, « Die baltisch-deutsche Führungsschicht » (note 6), p. 112-118.

40,2 % des voix⁽⁹⁶⁾. Or, bien qu'ils ne forment pas un front d'emblée uni, y compris sur la question de l'indépendance, leurs adversaires trouvent dans la prise de pouvoir par Lénine à Petrograd une motivation suffisante pour essayer de les isoler (leurs seuls alliés sont les SR de gauche et les mencheviks internationalistes, très minoritaires dans le pays). De surcroît, l'ascension de l'extrême gauche est plus tardive qu'en Lettonie; elle date de la fin de l'été, quand une vague de grève secoue le pays, y compris dans les campagnes. Une sorte de compétition s'engage alors entre d'un côté le *Maapäev* et son exécutif, toujours dominés par les partis bourgeois malgré un net renforcement de l'extrême gauche suite aux élections municipales, de l'autre les soviets urbains, en particulier celui de Tallinn⁽⁹⁷⁾. Le 11 septembre, à l'époque du putsch de Kornilov, l'assignation à domicile pour quelques jours de Jaan Poska constitue le premier incident sérieux entre les deux pouvoirs concurrents. Durant le mois d'octobre, alors même que l'armée allemande conquiert les îles de Saaremaa, Hiusmaa et Muhu⁽⁹⁸⁾, la situation intérieure devient de plus en plus instable alors que des dizaines de milliers de soldats russes supplémentaires sont amenés en renfort sur la partie continentale. Les socialistes-révolutionnaires et les dirigeants de l'Union sociale-démocrate estonienne, inquiets de la radicalisation bolchevique, prennent leurs distances définitives avec eux⁽⁹⁹⁾ tandis que les partis nationalistes libéraux se préparent à l'affrontement en essayant de gagner à leurs vues les soldats estoniens et en organisant un peu partout des milices armées⁽¹⁰⁰⁾. La veille de la prise de pouvoir des partisans de Lénine à Petrograd, le 5 novembre, le soviet de Tallinn démet Jaan Poska et prend le pouvoir dans la capitale avec l'appui des gardes rouges⁽¹⁰¹⁾; le même scénario se reproduit les jours suivants dans les principales villes, sans effusion de sang particulière, malgré une résistance sporadique des éléments nationalistes et de l'aile droite des SR, parfois appuyés sur des régiments autochtones hostiles aux bolcheviks⁽¹⁰²⁾. Vers la mi-novembre, les soutiens de Kerenski parviennent même à emprisonner quelques jours à Rakvere l'un des principaux dirigeants bolcheviks, Viktor Kingisepp, venu convaincre la garnison de suivre l'exemple des révolutionnaires⁽¹⁰³⁾. La majorité du *Maapäev*, sans doute confortée par le fait que les bolcheviks n'ont pu obtenir autant de voix qu'ils ne l'espéraient aux élections à la Constituante (40 %) des 25-27 novembre⁽¹⁰⁴⁾, refuse l'ordre de se dissoudre

96 Toivo RAUN, *Estonia and the Estonians*, Stanford, Hoover Institution Press, 2001 (2^e éd.), p. 103.

97 *Ibid.*, p. 100-102; M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 53-56.

98 E. LUDENDORFF, *Meine Kriegerinnerungen 1914-1918* (note 13), p. 387 sq.

99 M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 56; M. GRAF, *Poliitilised parteid Eestis 1917-1920*, Tallinn, Eesti Raamat, 1982, p. 80-83 et 92-95. La majorité de droite des SR, emmenée par Jaan Kruus, exclut les militants de gauche favorables à l'unité d'action avec les bolcheviks.

100 À Tallinn, elles comptent jusqu'à 2 500 hommes d'après *Eesti Vabadussõda 1918-1920 (La Guerre de libération estonienne 1918-1920)*, t. 1, chap. 1.

101 *Suur Socialistlik Oktoobrirevolutsioon Eestis. Dokumentide ja materialide kogumik (La grande révolution socialiste d'Octobre en Estonie. Recueil de documents et matériels)*, doc. p. 374-375.

102 *Ibid.*, doc. p. 410; *Oktoobri-revolutsiooni võit ja nõukogude võimu kindustamine* (note 52), p. 270-275.

103 M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 64.

104 Elles ne sont pas un triomphe néanmoins pour les autres partis, même s'ils restent majoritaires. Elles sont même assez dures pour les SR et les sociaux-démocrates qui rassemblent à peine 11 % des voix, preuve de leur déclin dans l'électorat populaire.

et se déclare instance suprême de l'Estonie le 28 novembre ; elle élit un « Conseil des anciens », sorte d'exécutif gouvernemental dirigé par Konstantin Päts, qui appelle les unités estoniennes de l'armée russe à rejoindre le pays dans l'espoir d'en faire une sorte d'armée nationale à leur dévotion. Ce calcul est néanmoins en partie hasardeux, car une partie des soldats estoniens est favorable aux Rouges et beaucoup ne rêvent que d'une chose : abandonner l'uniforme.

Les nobles ultra-conservateurs et pro-allemands du *Vertrauensrat* fondé à Dorpat en mars 1917 sont décidés pour leur part à préparer une autre revanche. Réduits pour le moment à la clandestinité, ils sont en contact régulier avec leurs homologues des zones sous contrôle allemand et avec von Stryk qui depuis Stockholm les incite à ne pas céder au *Maapäev*. Ils n'attendent que l'arrivée de la *Reichswehr* pour imposer la germanisation du pays⁽¹⁰⁵⁾.

Ces manifestations multiples d'hostilité encouragent les bolcheviks estoniens à prendre au début décembre des mesures de rétorsion contre certains journaux d'opposition : à Tartu, la fermeture du *Päevleht* de Tõnisson entraîne la rébellion de militaires nationalistes qui sont ensuite désarmés par d'autres soldats favorables aux bolcheviks (estoniens et lettons) et un contingent de gardes rouges venus de Tallinn⁽¹⁰⁶⁾. La grève des fonctionnaires gêne aussi le gouvernement bolchevik de Jaan Anvelt. Celui-ci essaie néanmoins de prendre des mesures en faveur de ses propres partisans, recrutés essentiellement parmi les couches les plus pauvres de la population⁽¹⁰⁷⁾. C'est ainsi qu'à la mi-décembre 1917, il organise une conférence des paysans pauvres qui décide de nationaliser la terre. Il met aussi en place un « Conseil économique » chargé de recenser les besoins et de relancer la production là où c'est encore possible. Il cherche également à rendre plus efficaces les gardes rouges afin de pouvoir assurer un ordre menacé de toutes parts, y compris par des bandes de déserteurs et de malfrats. Il tente en outre, avec des fortunes diverses, de gagner à sa cause les régiments estoniens qui ne sont pas démobilisés afin de constituer une armée rouge qui lutterait contre les Allemands en cas de rupture de l'armistice de Brest-Litovsk⁽¹⁰⁸⁾. Il prend enfin des mesures symboliques comme la fin de l'enseignement religieux à l'école ou le rattachement de Narva au territoire estonien. Mais la situation économique ne fait qu'empirer. Les réquisitions des gardes rouges dans les campagnes déclenchent de nombreux incidents, parfois graves. La nationalisation de la terre déçoit les paysans qui attendaient qu'on la laissât à leur disposition. Le sectarisme des bolcheviks estoniens, plus marqué que celui de leurs homologues lettons, rend de plus en plus délicats leurs rapports avec leurs rares alliés. De ce fait, les élections de février 1918 à la Constituante estonienne marquent un recul de leurs voix d'environ 3 % (37 %) alors que l'opposition nationaliste consolide ses positions. Le tout début de l'année 1918 est marqué par une course de vitesse entre

105 A. von TAUBE, « Die baltisch-deutsche Führungsschicht » (note 6), p. 111-112.

106 Edasi (*En avant*), 7.12.1917 (24.11.1917) ; M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 69-70 ; *Oktoobri-revolutsiooni võit ja nõukogude võimu kindustlamine* (note 52), p. 288-291.

107 Sur ces mesures, la source la plus complète est *Oktoobri-revolutsiooni võit ja nõukogude võimu kindustlamine* (note 52), chap. VI. L'ouvrage utilise beaucoup les journaux d'époque comme *Maatamees* (*Le Sans terre*), *Eesti teataja* (*La Revue estonienne*), *Edasi* (*En avant*), etc. qui sont certes partisans, mais donnent de précieuses indications sur les décrets concernés.

108 *Eesti Teataja*, 30 (17).1.1918.

le gouvernement d'Anvelt, qui obtient de Petrograd l'autorisation de créer une Commune estonienne largement autonome, et les nationalistes qui envoient de nombreux délégués dans les capitales occidentales pour obtenir des appuis diplomatiques⁽¹⁰⁹⁾. Au demeurant, parmi les formations antibolcheviques, seul le Parti travailliste souhaite encore une solution fédérale. Néanmoins, jusqu'à l'arrivée des Allemands fin février, malgré quelques centaines d'arrestations et plusieurs accrochages musclés, la guerre civile ouverte est évitée et les pertes humaines restent très limitées, contrairement à ce qui se passe dès la fin janvier 1918 en Finlande.

La situation évolue aussi dans la Lituanie occupée où les nationalistes décident de s'enhardir quelque peu. Ils ont compris que les désaccords entre l'OHL et la majorité du *Reichstag* peuvent leur profiter, de même que la méfiance des Allemands à l'égard d'un État polonais trop puissant⁽¹¹⁰⁾. Le 18 septembre 1917, une « Conférence lituanienne » se réunit symboliquement à Vilnius (avec l'autorisation intéressée des autorités d'occupation ainsi que l'appui marqué de l'influent Matthias Erzberger⁽¹¹¹⁾) et procède à l'élection d'un organe permanent, le Conseil (*Taryba* en lituanien⁽¹¹²⁾). Ce dernier, pour donner l'impression d'une unité sans faille du peuple lituanien, décide de libérer quelques sièges pour une gauche toujours réticente à une indépendance sous contrôle allemand. Durant le mois d'octobre, la *Taryba* est adoubee par les groupes nationalistes de Suède, Suisse et Russie⁽¹¹³⁾. Cette première victoire politique est cependant incomplète. En effet, les bolcheviks russes font paraître le 15 novembre la Déclaration des droits des Peuples de Russie qui affirme le droit à l'autodétermination. Celle-ci rencontre un écho parmi les soldats et les réfugiés lituaniens encore présents sur le sol russe. Dans la foulée, au sein du nouveau Commissariat du Peuple aux nationalités est créé un Commissariat aux Affaires lituaniennes, dirigé par un ancien social-démocrate gagné aux idées bolcheviques, Vincas Mickevičius-Kapsukas. Ce dernier entame parmi les ouvriers émigrés une tournée de propagande en faveur d'une Lituanie socialiste, autonome au sein d'une Russie rouge. Bientôt, on commence à former, avec l'appui voyant des bolcheviks russes, des militants pour retourner en Lituanie et y faire progresser cette cause⁽¹¹⁴⁾. Cette concurrence ne bouleverse pas les plans des dirigeants conservateurs de la *Taryba*. Alors que se profilent les négociations d'armistice entre Russes et Allemands, ils décident le 7 décembre de présenter aux occupants une déclaration d'indépendance. Ceux-ci la trouvent encore insuffisamment modérée et font une contre-proposition acceptée par la *Taryba* le 11 décembre après de longs débats. Le nouveau texte accepte bien l'indépendance, mais à condition qu'elle se fasse sous l'aile

109 M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 82.

110 S. STOPINSKI, *Das Baltikum* (note 3), p. 85 sq. ; P. KLIMAS, *Der Werdegang* (note 14), p. 24 sq.

111 G. LINDE, *Die deutsche Politik in Litauen* (note 14), p. 89 sq. ; Joachim TAUBER, « "Die Last der Geschichte". Zu den Vorstellungen der Taryba über den zukünftigen litauischen Staat 1917-1918 », in : Norbert ANGERMANN, Michael GARLEFF & Wilhelm LENZ (dir.), *Ostseeprovinzen, Baltische Staaten und das Nationale. Festschrift für Gert von Pistohlkors zum 70. Geburtstag*, Münster, Lit, 2005, p. 389-402.

112 *Ibid.*, p. 92 sq.

113 A. E. SENN, *The emergence* (note 25), p. 26-27.

114 *Ibid.*, p. 29-30.

protectrice du *Reich*. La réputation des signataires n'en sort pas grandie; beaucoup de nationalistes renâclent à l'étranger et les Alliés estiment que la *Taryba* est un organe fantoche. Les Allemands refusent pour leur part de recevoir un délégué lituanien aux discussions de Brest-Litovsk et font traîner la reconnaissance officielle. Voyant que la situation est bloquée à leur désavantage, Smetona et ses amis décideront de proposer le 16 février 1918 une déclaration d'indépendance moins caricaturale que celle du 11 décembre. Mais le 3 mars 1918, une fois les accords définitifs de Brest-Litovsk signés, le gouvernement du *Reich* décidera de ne reconnaître que cette dernière.

Le cas lituanien est donc bien différent des deux précédents dans la mesure où l'extrême gauche ne joue pas un rôle important sur le terrain et où l'occupant allemand a les cartes en main. Néanmoins, les nationalistes tirent mieux leur épingle du jeu que leurs homologues lettons et estoniens l'année suivante. L'absence d'une minorité de langue allemande ayant l'oreille de l'OHL y est sans doute pour beaucoup. Il faut dire que ce dernier est en position de force après l'offensive éclair de la mi-février 1918 provoquée par les attermolements de la délégation bolchevique à Brest-Litovsk.

Conclusion

L'épilogue en effet est connu. Les troupes du *Reich* se ruent par surprise sur les positions lettones qui cèdent en moins de dix jours, puis sur l'Estonie qui n'a pas les moyens de résister. Dans les derniers jours de février, les nationalistes lettons et estoniens en profitent d'ailleurs pour proclamer une indépendance toute théorique et prendre leur revanche sur les Rouges en retraite devant l'avance allemande. Cette première guerre civile, le plus souvent ignorée de nos jours, fait d'assez nombreuses victimes dans les deux camps, tout particulièrement en Livonie du Nord⁽¹¹⁵⁾, victimes dont le nombre n'est pas clairement établi. La bonne volonté que les dirigeants nationalistes témoignent les premiers jours à l'égard du *Reich*⁽¹¹⁶⁾ n'est en tout cas guère récompensée, l'OHL ayant d'autres visées que de reconnaître l'autodétermination des terres conquises. Les déclarations solennelles d'indépendance formulées tant du côté des nationalistes lettons que de leurs homologues estoniens à l'issue de l'invasion ne sont en réalité que des ballons d'essais lancés dans l'espoir d'une victoire de la ligne von Kühlmann à Berlin. Pour le moment, les seuls à profiter de l'arrivée du rouleau compresseur allemand sont les réactionnaires germano-baltes qui s'empressent d'offrir leurs services aux nouveaux arrivants.

Tout cela montre que les interprétations classiques de l'année 1917 dans les pays baltes ne rendent pas compte de la complexité des processus. Leur principale erreur est de considérer les peuples autochtones et les grandes puissances en lice comme des blocs soudés et bien identifiables alors que ni les Allemands, ni le Gouvernement provisoire russe et ses opposants, ni les populations autochtones ne sont des ensembles

115 M. HARJULA, *Viro 1914-1922* (note 51), p. 86-87.

116 Cela inquiète jusqu'aux diplomates français de l'époque. Un rapport de Thiébaud, représentant français à Stockholm, au Quai d'Orsay du 23 juillet 1918 (qui s'appuie sur un article du *Russki Vestnik* non démenti par les Estoniens) est très clair à ce sujet. Il accuse tout bonnement les nationalistes, et en particulier Tõnisson, d'avoir envoyé un émissaire dans les îles occupées pour demander aux Allemands d'intervenir et d'avoir conservé ensuite une attitude équivoque vis-à-vis des autorités d'occupation. Archives du Quai d'Orsay à la Courneuve, microfilm P/19539, série Z, carton 657-02.

homogènes. Leur autre travers est d'analyser la situation à la lumière de ce qui est arrivé en 1919-1920. Or, il n'y a en 1917 nulle fatalité à l'échec ou à la victoire de tel ou tel camp car les rapports de force ne sont pas figés, ce dont témoigne l'évolution très rapide de la vie politique, parfois d'un mois sur l'autre. Personne ne contrôle le processus au point de pouvoir deviner ce qui se passera dans les semaines et les mois suivants. C'est surtout l'arrivée en partie inopinée des troupes allemandes jusqu'à la Narva et au lac Peïpous qui permet aux nationalistes de reprendre la main. Sans elle, il n'est pas certain qu'ils auraient pu construire leur future hégémonie, même en tenant compte de l'usure probable de leurs adversaires sur le plus long terme.

Cela dit, le principal moteur de toute cette effervescence reste la crise économique et sociale créée par la Première Guerre mondiale. C'est elle qui pousse à la révolte les plus défavorisés et donne aux bolcheviks l'occasion de conquérir les soviets; leurs partenaires socialistes les tiennent pourtant solidement au départ, mais sont incapables de leur donner une orientation ferme. C'est la crise aussi qui crée chez les possédants l'angoisse d'être dépouillés et qui permet de mobiliser les petits propriétaires contre les «partageux». C'est elle qui jette sur les routes des flots de réfugiés déracinés. C'est elle enfin qui pousse la soldatesque affamée à fondre sur les fermes pour y confisquer *manu militari* les quelques vivres qui s'y trouvent. Il faut néanmoins prendre en compte des ressorts plus profonds comme les frustrations accumulées depuis des siècles par des populations souvent méprisées qui trouvent dans l'idéal national un substitut à leurs malheurs ou comme la fascination qu'ont encore beaucoup de contemporains pour l'exercice autoritaire du pouvoir, que ce soit dans le cadre de la famille ou de la société en général.

Une chose est sûre en tout cas, l'histoire n'a rien à gagner à désigner des bons et des méchants, surtout pour une période où la violence et l'arbitraire sont la chose du monde la mieux partagée.

Résumé

Durant l'année 1917, les anciennes provinces baltes de l'empire tsariste connaissent d'importants bouleversements. La révolution russe entraîne dans son sillage la reconfiguration des territoires avec l'apparition d'une Estonie et d'une Lettonie autonomes; elle provoque surtout la montée des forces nationalistes et des mouvements révolutionnaires (avec la création, dès l'été 1917, d'un quasi-État bolchevique dans le Vidzeme). Les forces militaires allemandes, qui occupent depuis l'été 1915 les territoires peuplés de Lituaniens et la Courlande, lancent par ailleurs, suite à l'enlisement des négociations de Brest-Litovsk, une vaste offensive à la fin décembre qui aboutit rapidement à la conquête de toutes les terres baltes jusqu'à Narva. Ludendorff croit avoir alors imposé la création du Baltikum. En réalité, il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus qui pose les bases de futures guerres civiles infiniment plus cruelles que les affrontements politiques de l'été et de l'automne 1917.

Abstract

During the year 1917, the former Baltic provinces of the Tsarist empire were experiencing significant changes. The Russian Revolution brought in its wake the reorganization of territories leading to the autonomy of Estonia and unoccupied Latvia; especially,

it brought about the rise of nationalist forces and revolutionary movements (with the creation from the summer of 1917 onwards of an almost independent Bolshevik state in Vidzeme). Since they didn't tolerate the stalemate of Brest-Litovsk negotiations, the German military forces (which had been occupying Lithuania and Courland since the summer of 1915) also launched a major offensive in late December 1917 that quickly led to conquering all the Baltic lands to Narva. Ludendorff believed that in that way he has imposed the creation of Baltikum. In reality it was a Pyrrhic victory, that laid the foundations of forthcoming civil wars which turned out to be infinitely more merciless than the political confrontations of the summer and fall of 1917.